

MESURE

A35

Rayonnement non ionisant

Problématique

Les installations de télécommunication et plus particulièrement les réseaux de téléphonie mobile ont connu un important essor au cours des dernières années. Pour assurer une meilleure couverture du territoire et pour offrir les capacités nécessaires aux utilisateurs, les opérateurs ont multiplié les installations de stations de base et d'antennes sur tout le pays. L'ouverture des marchés et la fin du monopole de Swisscom ont contribué au renforcement de ce processus. Si ce développement soutenu des installations répond aux besoins toujours croissants d'échanges d'informations, il entraîne également une augmentation des champs électromagnétiques. Plus précisément, avec la communication sans fil en général et la téléphonie mobile en particulier, la problématique du rayonnement électromagnétique est devenue une source de questions et d'inquiétudes dans la population. Les questions portent principalement sur deux aspects : les impacts paysagers des installations et les conséquences sur la santé de l'exposition au rayonnement non ionisant. Les installations de téléphonie mobile, de même que les lignes électriques à haute tension, sont responsables d'émissions électromagnétiques connues sous le nom d'électrosmog. Ces émissions de rayonnement non ionisant pourraient avoir des effets néfastes sur la population exposée en cas de non-respect des valeurs limites.

Un regroupement des installations et un choix judicieux de leur localisation permettent de réduire sensiblement les atteintes au paysage. Le principe de précaution implique que l'on prenne toutes les mesures permettant de protéger la population en maintenant le rayonnement aussi bas que possible, en particulier dans les endroits sensibles. Par ailleurs, l'Office fédéral de la communication (OFCOM) établit une cartographie des antennes de téléphonie mobile et des antennes liées aux services de radiodiffusion (émetteurs radio et TV). Cette carte est disponible sur le site Internet de l'OFCOM.

Des contraintes pour la délimitation de nouvelles zones à bâtir peuvent intervenir pour des zones situées à proximité d'une source de rayonnement non ionisant (par exemple d'une ligne à haute tension, d'une ligne de contact ou d'une installation de téléphonie mobile). Ces contraintes dépendent du type de sources et des configurations locales. Pour protéger l'homme contre le rayonnement non ionisant nuisible ou incommode, il est indispensable de coordonner le développement de l'urbanisation avec l'implantation des installations générant des champs électromagnétiques au sens de l'Ordonnance fédérale sur la protection contre le rayonnement non ionisant (ORNI).

Les objectifs généraux de cette ordonnance, adoptée en 1999, sont :

- la fixation de valeurs limites ou de limitations techniques des émissions pour les installations émettant un rayonnement non ionisant ;
- la détermination d'obligations pour les propriétaires de telles installations (respect des exigences de l'ORNI, remise de fiches de données spécifiques au site) et pour les autorités (contrôle).

Parmi les mesures qu'elle comporte, on peut mentionner :

- le respect des valeurs limites d'immissions et des valeurs limites de l'installation ;
- la déclaration du rayonnement aux autorités par le détenteur de l'installation ;
- le contrôle de l'installation après la mise en service (dans certaines conditions au moyen de mesures).

Objectif

Réduire les risques d'atteinte à la santé provoquée par le rayonnement non ionisant.

Mesure

Les autorités ne définissent de nouvelles zones à bâtir que là où les valeurs limites de l'installation au sens de l'Ordonnance fédérale sur la protection contre le rayonnement non ionisant (ORNI) sont respectées ou peuvent l'être grâce à des mesures de planification ou de construction. Sont à considérer les installations existantes ainsi que les projets établis conformément au droit de l'aménagement du territoire.

Compétences**Confédération**

La Confédération :

- exécute l'Ordonnance fédérale sur le rayonnement non ionisant lorsqu'elle applique d'autres lois fédérales, des accords internationaux ou des décisions internationales qui touchent des objets relevant de la présente ordonnance (ORNI, art. 18).

Canton

Le service en charge de l'environnement :

- est responsable de la mise en œuvre de l'Ordonnance fédérale sur la protection contre le rayonnement non ionisant (ORNI) ;
- détermine, lorsque les normes sont dépassées, avec le service en charge de l'aménagement du territoire, la ou les communes concernées et le détenteur de l'installation assujettie à l'ORNI, les mesures de planification ou de construction nécessaires pour réduire le rayonnement non ionisant à des niveaux acceptables.

Le service en charge de l'aménagement du territoire :

- consulte le service en charge de l'environnement dans le cadre des planifications directrices et des plans d'affectation lorsque des zones à bâtir sont soumises aux rayonnements d'une installation assujettie à l'ORNI et qu'elles comprennent des lieux à utilisation sensible, comme :
 - des bâtiments dans lesquels des personnes séjournent régulièrement ;
 - des places de jeux publiques ou privées ;
 - des surfaces non bâties sur lesquelles des activités ci-avant sont permises.

Communes**Les communes :**

- déterminent, lorsque les normes sont dépassées, avec les services en charge de l'environnement et de l'aménagement du territoire et le détenteur de l'installation assujettie à l'ORNI, les mesures de planification ou de construction nécessaires pour réduire le rayonnement non ionisant à des niveaux acceptables.

Autres

Le détenteur d'une installation assujettie à l'ORNI :

- détermine, lorsque les normes sont dépassées, avec les services en charge de l'environnement et de l'aménagement du territoire et la ou les communes concernées, les mesures de planification ou de construction nécessaires pour réduire le rayonnement non ionisant à des niveaux acceptables.

Coûts de fonctionnement

Mesure réalisée dans le cadre des procédures existantes.

Délai de mise en œuvre

Durable.

Etat de la coordination

Coordination réglée.

Service responsable de la coordination

Service en charge de l'environnement.

Références

Références à la législation

Ordonnance fédérale sur la protection contre le rayonnement non ionisant (ORNI), art. 2, 3, 16 et 18.

Autres références

SAT, Manuel Orni - Pôles de développement, 2000 ; OFCOM, Cartographie des antennes liées aux services de radiodiffusion et de téléphonie mobile, révisée tous les 15 jours.